

La résolution du Parlement européen sur le Maroc s'oppose de manière flagrante au principe du respect de la souveraineté des États et de la non-ingérence dans leurs affaires, et contredit les fondements et les exigences du partenariat arabo-européen souhaité pour faire face aux questions et défis communs, particulièrement la question de l'immigration, a affirmé, samedi 26 juin 2021, au Caire, le président du Parlement arabe, Adel Abdel Rahmane Al-Asoumi.

Intervenant lors d'une réunion d'urgence du Parlement arabe, tenue pour répondre à la résolution du Parlement européen, M. Al-Asoumi a réitéré son rejet catégorique de cette décision, soulignant que le Parlement européen "a toujours usé de cet outil d'arrogance pour traiter les questions arabes de façon flagrante et inacceptable".

"L'un des grands paradoxes révélés par cette crise est que les pays européens qui ont critiqué la politique du Maroc en matière de migration sont les mêmes pays qui ont bénéficié des grands efforts entrepris par le Royaume à cet égard et qui ont abouti à l'accueil par le Maroc de la Conférence internationale qui a adopté le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en décembre 2018", a-t-il fait observer.

La désignation de SM le Roi Mohammed VI en tant que Leader de l'Union africaine sur la question de la Migration, la proposition de Sa Majesté le Roi d'instituer un Observatoire africain de la migration, l'adoption par l'Union africaine de la proposition du Souverain et l'inauguration du siège de l'Observatoire au Maroc fin 2020, ainsi que l'initiative de SM le Roi adoptée par l'UA sur l'Agenda africain des migrations, reflètent les grands efforts déployés par le Royaume dans le domaine de l'immigration, a souligné le président du Parlement arabe.

D'autre part, M. Al-Asoumi a appelé à ce que les réactions arabes ne s'arrêtent pas au rejet, à la condamnation et à la dénonciation, insistant dans ce sens sur la formulation d'un plan d'action arabe unifié et intégré pour faire face de manière proactive à ces positions irresponsables en vue de garantir le respect de la souveraineté des pays arabes, et la non-ingérence dans leurs affaires.

Dans une décision adoptée à l'issue de sa réunion d'urgence, le Parlement arabe a réitéré son rejet catégorique de la résolution du Parlement européen sur le Maroc, soulignant que cette décision avec ce qu'elle comporte comme critiques et accusations sans fondement, constitue une provocation et une politisation inacceptable des efforts déployés par le Royaume pour lutter contre l'immigration clandestine.

